

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 21/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TANK SERVICES

ZI Portuaire - 1ère Avenue
BP 46
59118 Wambrechies

Références : 0006702252_24_07_02_TANK SVCE_VIPPC
Code AIOT : 0006702252

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/07/2024 dans l'établissement TANK SERVICES implanté ZI VIEUX THANN 23 Rue Guy de Place 68800 Vieux-Thann. L'inspection a été annoncée le 13/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TANK SERVICES
- ZI VIEUX THANN 23 Rue Guy de Place 68800 Vieux-Thann
- Code AIOT : 0006702252
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation est spécialisée dans le nettoyage de citernes.

Thèmes de l'inspection :

- Rejets eaux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 25/03/1999, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Transmission des résultats d'analyses	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Demande d'action corrective	Au fil de l'eau

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Fréquence de surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 25/03/1999, article 9.4	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
5	Valeurs Limite d'émission	Arrêté Préfectoral du 25/03/1999, article 9.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Condition de rejet des eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 12/02/2009, article 5-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort du contrôle que :

- des justificatifs sont attendus de l'exploitant dans les délais rappelés en 2-2) ;
- les prescriptions encadrant les rejets aqueux devront être revues pour être mises en cohérence avec la réglementation générale. Un positionnement de l'exploitant est attendu dans ce cadre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/1999, article 1				
Thème(s) : Situation administrative, vérification des rubriques				
Prescription contrôlée : (article modifié par l'article 3 de l'arrêté du 12 février 2009) Les installations visées par l'autorisation sont répertoriées dans le tableau ci-après :				
Désignation de l'activité	Rubrique	Régime	Quantité	Unité
station de lavage de citernes de transport routier (traitement de déchets)	167.c	A	30	Citernes par jour
(Les installations ont fait l'objet d'une déclaration d'antériorité le 28 juin 2010 pour la rubrique 2795)				
Constats : L'analyse de la situation administrative a conduit aux constats suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Rubrique 167 c : la rubrique a été supprimée. L'installation relève désormais de la rubrique 2795 « Lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de matières dangereuses ou de déchets dangereux » : il a été constaté que l'exploitant assure le lavage d'environ 7 à 8 citernes soit environ 250 m³/j. Le nombre de citernes est conforme à celui autorisé dans son arrêté d'autorisation. Lors de la création de la rubrique 2795, en 2010, l'exploitant a procédé à une déclaration				

d'antériorité. Toutefois, la quantité d'eau mise en œuvre dans les installations n'a pas été précisée dans ce document. En l'état, l'Inspection ne dispose pas d'éléments précis relatifs aux caractéristiques de l'installation ;

- Rubrique 2910 « combustion - Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel(...) : si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est : (...) 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW : il a été constaté la présence d'une chaudière d'une puissance de 1050 kW. Elle relève du régime de la déclaration pour la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Cette rubrique n'est pas mentionnée dans les arrêtés encadrant la situation administrative de l'établissement et n'a pas fait l'objet d'une déclaration d'antériorité. L'Inspection note toutefois que l'arrêté du 25 mars 1999 fait référence, dans son article 8.2, à une chaudière à gaz d'une puissance de 1160 kW. Au cours du contrôle, il n'a pas été justifié qu'il s'agit de la même installation que celle observée au cours du contrôle.

Demandes à formuler à l'exploitant

Il appartient à l'exploitant de se positionner sur la quantité d'eau mise en œuvre pour les installations relevant de la rubrique 2795. Il justifiera dans ce cadre que la quantité d'eau mise en œuvre est conforme aux conditions d'exploitation autorisées par les différents arrêtés encadrant l'installation (il peut s'appuyer à ce titre, sur les éléments présentés dans son dossier d'autorisation, les volumes autorisés en prélèvement, les volumes d'effluents, ...). Dans le cas contraire, si la quantité d'eau mise en œuvre a augmenté, il lui appartient de présenter un porter à connaissance avec tous les éléments d'appréciation, conformément aux dispositions de l'article R181-46 du code de l'environnement.

Pour la rubrique 2910, il appartient à l'exploitant de justifier que l'installation observée lors du contrôle est identique à celle mentionnée dans l'arrêté du 25 mars 1999 (documents relatifs à la mise en place de l'installation, ...). A défaut, il lui appartiendra de communiquer un porter à connaissance avec tous les éléments d'appréciation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Transmission des résultats d'analyses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Gidaf

Prescription contrôlée :

Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.

La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.

Constats :

Il a été constaté au moment du contrôle que l'exploitant n'avait pas renseigné la plateforme Gidaf pour le 1^{er} trimestre 2024.

Les résultats d'analyses du 1^{er} trimestre ont été déclaré sur la plateforme après la visite.

<p>L'exploitant s'est mis en conformité et doit veiller à renseigner GIDAF dans les délais attendus.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il rencontre des difficultés pour procéder aux déclarations sur la plateforme GIDAF (d'après lui, le débit et le pH auraient un attendu de fréquence mensuelle sur la plateforme).</p> <p>Après vérification, il apparaît que le cadre de surveillance de l'Inspection comporte une fréquence trimestrielle (des paramètres sont à déclaration hebdomadaire pour l'Agence de l'Eau). L'exploitant est invité à s'adresser à l'Inspection en cas de difficultés pour réaliser les déclarations nécessaires.</p> <p>Par ailleurs, il apparaît que lorsque des dépassements sont observés, l'exploitant n'indique aucun commentaire sur GIDAF.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de compléter la partie commentaire de la plateforme GIDAF avec tous les éléments d'appréciation utiles lorsque des anomalies sont observées.</p> <p>Il est également rappelé que l'exploitant peut utilement importer les rapports d'analyse dans la plateforme GIDAF.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suite</p>
<p>Proposition de suite : Demande d'action corrective</p>

N° 3 : Condition de rejet des eaux industrielles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2009, article 5-1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, convention de rejet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« [...] Ce raccordement est soumis à autorisation, délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, (...)cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté une convention de rejet signée par l'ensemble des acteurs.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Fréquence de surveillance des eaux superficielles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/1999, article 9.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de surveillance des eaux souterraines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(article modifié par l'article 6 de l'arrêté du 12 février 2009)</p>

«

Paramètre	Auto surveillance assurée par l'exploitant	
	Fréquence si rejet au milieu naturel (la Thur)	Fréquence si rejet dans le réseau communal
Demande chimique en oxygène (DCO)	Hebdomadaire	Trimestrielle
Demande biologique en oxygène (DBO ₅)	Hebdomadaire	Trimestrielle
Matières en suspension (MES)	Hebdomadaire	Trimestrielle
Azote total (N)	Hebdomadaire	Trimestrielle
Phosphore total	Trimestrielle	Trimestrielle
Composés organohalogénés (AOX)	Trimestrielle	Trimestrielle
Hydrocarbures totaux (HCT)	Trimestrielle	Trimestrielle
Fer + Aluminium et leurs composés (Fe + Al)	Trimestrielle	Trimestrielle
BTEX	Trimestrielle	Trimestrielle
Débit	Hebdomadaire	Trimestrielle
pH	Hebdomadaire	Trimestrielle

Constats :

L'arrêté du 12 février 2009 portant prescriptions complémentaires est le dernier arrêté complémentaire ayant modifié les prescriptions relatives aux rejets aqueux de l'installation.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatives aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ont été modifiées par l'arrêté du 24 août 2017 pour intégrer les conclusions des campagnes de recherche des substances dangereuses dans l'environnement.

Or, ces modifications n'ont pas été intégrées dans l'arrêté préfectoral encadrant les installations.

A titre d'exemple, l'arrêté du 12 février 2009 prescrit la surveillance du paramètre Azote total, alors que l'arrêté du 02 février 1998 prescrit la surveillance de l'Azote global. De plus, l'arrêté du 02 février 1998 a identifié des substances spécifiques aux installations de lavage de citerne qui ne sont pas suivies à ce jour (ex : dichlorométhane).

Il apparaît ainsi que les dispositions contrôlées ne sont plus adaptées.

L'Inspection a toutefois procédé à un examen par sondage des rapports présentés par l'exploitant (rapports associés aux prélèvements réalisés en avril, juillet, octobre et décembre 2023, ainsi qu'en mars et mai 2024).

Les analyses réalisées appellent les remarques suivantes :

- les analyses portent sur le paramètre Azote Kjeldahl alors que la surveillance est prescrite sur l'Azote total (à cet égard, l'arrêté du 02 février 1998 concerne l'Azote global qui est donc le paramètre qui devra être considéré) ;
- les analyses portent sur l'Indice hydrocarbures C10-C40, alors que la surveillance est prescrite sur les Hydrocarbures totaux (Sandre 7009 : Indice hydrocarbures + Indice hydrocarbures volatils).

Demande à formuler à l'exploitant

Il appartient à l'exploitant de se positionner sur son programme de surveillance par rapport à l'arrêté du 02 février 1998 et de transmettre son positionnement à l'Inspection dans un délai de quatre mois.

Le positionnement intégrera notamment l'ensemble des substances listées aux articles 32 et 33 de l'arrêté du 02 février 1998.

Dans ce cadre, il pourra utilement s'appuyer sur les outils disponibles sur le site de la DREAL Grand Est (<https://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/application-de-l-arrete-ministeriel-du-24-08-2017-a18170.html>).

Type de suites proposées : Avec suite

Proposition de suite : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délai : 4 mois

N° 5 : Valeurs limite d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/1999, article 9.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Valeur Limite d'Émission

Prescription contrôlée :

(article modifié par l'arrêté Préfectoral du 12/02/2009, article 5.2)

Ces eaux doivent respecter les valeurs limites d'émission suivantes : concentration moyenne journalière (en mg/l)

Paramètres	Rejet au milieu naturel (la Thur)		Rejet dans le réseau communal (*)	
	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
Demande chimique en oxygène (DCO)	200	6	2000	60
Demande biologique en oxygène (DBO ₅)	100 / 20	3 / 0,6	800	24
Matières en suspension (MES)	70 / 20	2,1 / 0,6	600	18
Azote total (N)	16	0,5	150	4,5
Phosphore total	5 / 1,5	0,15 / 0,045	50	1,5
Composés organohalogénés (AOX)	1	0,03	1	0,03
Hydrocarbures totaux (HCT)	10	0,3	10	0,3
Fer + Aluminium et leurs composés (Fe + Al)	5	0,15	5	0,15

(*) : Ces valeurs limites s'entendent sans préjudice des valeurs définies dans la convention de rejet établie avec le gestionnaire du réseau communal.

Constats :

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 ont été modifiées par l'arrêté du 24 août 2017 pour intégrer les conclusions des campagnes de recherche des substances dangereuses dans l'environnement.

Or, ces modifications n'ont pas été intégrées dans l'arrêté préfectoral encadrant les installations (l'arrêté ministériel du 02 février 1998 fixe par exemple des valeurs limites individuelles pour les BTEX et pour d'autres paramètres non suivis à ce jour tels que le dichlorométhane).

En outre, il apparaît que les valeurs indiquées dans l'arrêté préfectoral ne sont pas cohérentes avec celles précisées dans l'autorisation de déversement. En effet, les flux indiqués dans

l'autorisation de déversement sont significativement plus faibles pour certains paramètres (macro et micropolluants) par rapport à la prescription susvisée.

Il apparaît ainsi que les dispositions contrôlées ne sont plus adaptées.

Après un examen par sondage des rapports d'analyse communiqués par l'exploitant et des déclarations réalisés sur GIDAF entre juillet 2023 et mai 2024, l'Inspection attire toutefois l'attention de l'exploitant sur certains dépassements des valeurs limites d'émission :

- hydrocarbures totaux en octobre et décembre 2023 et en mars 2024. Les résultats des analyses réalisées en mai 2024 sont toutefois conformes. L'exploitant a indiqué qu'il procède maintenant au pompage et au nettoyage mensuel de son dispositif de traitement (séparateur à hydrocarbures) dans l'attente d'une analyse plus poussée sur l'origine du problème ;
- des dépassements sont également observés sur les métaux (Fe + Al) en octobre 2023 et en mars 2024. Les résultats des analyses réalisées en mai 2024 sont toutefois conformes. L'exploitant a indiqué que le produit de nettoyage mis en cause a été remplacé par un autre produit en juin.

Demande à formuler à l'exploitant

Il est demandé à l'exploitant de se positionner par rapport à l'arrêté sus-mentionné (flux, concentrations, VLE) et de transmettre à l'Inspection son positionnement dans un délai de 4 mois.

Dans ce cadre, il pourra utilement s'appuyer sur les outils disponibles sur le site de la DREAL Grand Est (<https://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/application-de-l-arrete-ministeriel-du-24-08-2017-a18170.html>).

Il informera également l'Inspection, dans un délai d'un mois, des conclusions de ses investigations relatives aux dépassements observés pour le paramètre « Hydrocarbures totaux ».

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois

Constat hors point de contrôle

Les points suivants n'ont pas été abordés au cours du contrôle. Toutefois, étant en lien direct avec certains points de contrôle du présent rapport, il est demandé à l'exploitant de les prendre en compte et de présenter les éléments attendus (notamment dans la perspective d'une modification des prescriptions encadrant les rejets aqueux).

Compatibilité des rejets avec le milieu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 22.2.I

Thème(s) : Risques chroniques, Compatibilité milieu

Prescription :

2° Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Il respecte également la vocation piscicole du milieu récepteur et les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux.

I. - Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse suite à l'instruction du dossier déposé par l'exploitant afin d'intégrer les objectifs présentés à l'alinéa ci-dessus et de permettre le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales en vigueur

<p>Constat :</p> <p>Il apparaît qu'aucun texte préfectoral n'est venu modifier les dispositions de l'arrêté préfectoral du 12 février 2009 en matière de surveillance des rejets aqueux, depuis les modifications de réglementation induites notamment par l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant l'arrêté du 02 février 1998.</p> <p>De plus, l'exploitant n'a pas communiqué d'élément justifiant de la compatibilité de ses rejets avec le milieu récepteur à ce stade.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de justifier de la compatibilité de ses rejets avec le milieu récepteur dans un délai de quatre mois.</p> <p>L'exploitant pourra utilement s'appuyer sur le guide ministériel du 2 avril 2018 (Guide de mise en œuvre de la réglementation applicable aux ICPE en matière de rejets de substances dangereuses dans l'eau) pour le positionnement demandé.</p> <p>Des outils sont par ailleurs mis à sa disposition sur le site internet de la DREAL Grand-Est (https://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/application-de-l-arrete-ministeriel-du-24-08-2017-a18170.html).</p>

Modalités de prélèvement des échantillons d'effluents aqueux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21.III</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de prélèvement des échantillons d'effluents aqueux</p>
<p>Prescription :</p> <p>[...]</p> <p>III. Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.</p> <p>[...]</p>
<p>Constat :</p> <p>A la lecture des rapports d'analyse des rejets d'effluents aqueux, il n'est pas garanti que les prélèvements soient réalisés sur 24 heures.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que les échantillons doivent être prélevés conformément aux modalités définies dans le guide « guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE ».</p> <p>La règle générale est de réaliser un prélèvement proportionnel au débit, sauf cas particuliers.</p> <p>Il convient que l'exploitant précise à l'Inspection les modalités de prélèvement des échantillons mises en œuvre dans un délai d'un mois et qu'il justifie leur conformité aux modalités prévues par le guide précité.</p> <p>Le cas échéant, il précisera les dispositions mises en œuvre pour s'y conformer.</p>

Contrôle de recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Risques chroniques, contrôle de recalage
Prescription : <p>S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
Demande à formuler à l'exploitant <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit être procédé périodiquement à un contrôle de recalage. Il justifiera de la mise en œuvre de ce contrôle à l'Inspection dans un délai de six mois (le cas échéant, après évolution des modalités de prélèvement des échantillons en référence au point précédent).</p>